cese
Conseil économique social et environnemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité

Avis adopté
Séance plénière du 28 octobre 2026

Evolution *démographique* : quels défis et quels leviers pour les politiques publiques

Rapport annuel sur l'état de la France 2026

Déclaration du groupe Action pour la cohésion des territoires

Chaque année, le Rapport annuel sur l'état de la France nous confronte aux grandes réalités de notre pays. Au-delà des chiffres et des constats, il met en lumière les fractures de notre société, les attentes de nos concitoyens et les défis collectifs auxquels nous devons apporter des réponses politiques à la hauteur.

Ce RAEF 2026 nous rappelle une réalité essentielle : les évolutions démographiques ne sont pas seulement une affaire de chiffres. Elles interrogent profondément notre modèle social, notre capacité à faire société et à garantir l'égalité des droits.

Notre groupe salue trois orientations majeures de cet avis :

- D'abord, le refus d'une approche exclusivement nataliste. Les choix de parentalité doivent rester libres. Notre responsabilité collective est de créer les conditions permettant à chacune et chacun de construire son avenir.

- Ensuite, la nécessité d'anticiper les transformations démographiques sans aggraver les fractures territoriales. Qu'il s'agisse des quartiers populaires, des territoires ruraux ou des Outre-mer, l'évolution des populations ne saurait justifier un recul des services publics. Elle doit, au contraire, être l'occasion de renforcer leur accessibilité.

- Enfin, nous partageons l'importance accordée à la solidarité entre les générations et à la préservation de notre modèle de protection sociale.

Nous souhaitons toutefois attirer l'attention sur deux points qui, selon nous, méritent d'être approfondis.

Le premier concerne la place accordée aux discriminations. Si les inégalités sociales et territoriales sont largement documentées, les discriminations liées à l'origine et le racisme mériteraient d'être davantage intégrés à l'analyse des obstacles à l'emploi, au logement et à l'égalité réelle.

Le second porte sur la traduction opérationnelle des constats dressés. Le rapport démontre la nécessité d'anticiper les évolutions démographiques. Mais cette ambition appelle désormais des engagements plus précis en matière de financement, de solidarité nationale et de moyens accordés aux territoires les plus fragiles.

Pour notre groupe, la démographie ne doit jamais devenir un prétexte au recul des droits, mais un levier de justice sociale et de cohésion nationale.

Le groupe Action pour la cohésion des territoires a voté favorablement ce rapport.

9, place d'Iéna – 75775 PARIS CEDEX 16 · 01 44 43 60 00 · communication@lecese.fr